

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 14 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALORIE FLUOR

15 rue Henri Buisson
BP 405
34500 Béziers

Références : UD35/2026-158

Code AIOT : 0005503785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement CALORIE FLUOR implanté 16 TOUCHEMORIN 35420 La Bazouge-du-Désert. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection menée le 24 février 2026 avait pour objectif de contrôler les mesures mises en place dans le cadre de la mise en service des nouvelles installations sur le site conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2025 : mise en service d'une colonne de distillation, mise en service d'une nouvelle installation de régénération de fluides frigorigènes inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALORIE FLUOR
- 16 TOUCHEMORIN 35420 La Bazouge-du-Désert

- Code AIOT : 0005503785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site de Calorie Fluor est spécialisé dans la régénération de fluides frigorigènes utilisés au sein des sites industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion d'un événement accidentel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 3.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 3.1	Demande d'action corrective, <u>Mise en demeure, respect de prescription</u> , Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, <u>Mise en demeure, respect de prescription</u> , Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.1.	Demande d'action corrective, <u>Mise en demeure, respect de prescription</u> , Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, <u>Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription</u>	3 mois
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.3	<u>Mise en demeure, respect de prescription</u> , Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, <u>Mise en demeure, respect de prescription</u> , Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
16	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, <u>Mise en demeure, respect de prescription</u>	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 5.1.1	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.1.5	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.3	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.8	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.3	Sans objet
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 24 février 2026 a mis en évidence qu'un certain nombre de mesures de maîtrise des risques n'a pas été mis en place dans les délais fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2025. Dans cette situation, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure avec mesures conservatoires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées (cet état des stocks comprend également les déchets dangereux).
Constats : L'état des stocks du 24 février 2026 a été présenté à l'inspection des installations classées. Cet état des stocks est mis à jour en temps réel. Il a été constaté que les quantités maximales autorisées étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion d'un évènement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition de l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones

d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
Constats : L'état des stocks présenté le jour de l'inspection précise le type de stockage (récipient, bouteille, vrac, isoconteneur) mais ne précise pas les quantités des substances, produits, matières, déchets présents <u>au sein de chaque zone d'activités ou de stockage</u> .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dans un délai d'un mois</u> , l'exploitant mettra en place les mesures afin que l'état des stocks puisse répondre aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel décrits à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] les dispositifs de protection de l'alimentation - les ouvrages de toutes sortes : vannes, compteurs
Constats : Le plan des réseaux d'eau a été présenté le jour de l'inspection. Celui-ci ne fait pas apparaître la vanne barrage présente en aval des bassins de collecte des eaux susceptibles d'être polluées, ni le disconnecteur de protection des retours d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dans un délai d'un mois</u> , l'exploitant mettra à jour le plan des réseaux afin de faire apparaître l'ensemble des informations mentionnées à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : L'arrivée d'eau au sein du site est équipée d'un dispositif de protection contre les retours d'eau.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place le dispositif de protection contre les retours d'eau. L'exploitant s'est engagé à mettre ce dispositif en place au plus tard dans un délai de trois mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dans un délai de trois mois</u> , l'exploitant mettra en place le dispositif de protection contre les retours d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des déversements et pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur gaz
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur incendie
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection orageuse
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/04/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/2020.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2025, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité des installations
Prescription contrôlée : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/2020.
Constats : Prescription relative aux mesures de maîtrise des risques issue de l'annexe "Information sensible-non diffusable publiquement" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/07/2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois